

# La question monte : « Où est le Premier ministre ? »

- ▶ De plus en plus de voix s'élèvent pour demander à Charles Michel de prendre la main. Pas seulement dans le dossier prisons.
- ▶ Pour relancer le pays et contrer l'idée d'un Etat défaillant.

C'est la question qui monte : « Où est le Premier ministre ? » Dans le monde politique : Ecolo et Groen le demandaient hier ; Jean-Claude Marcourt (PS) lançait : « On ne sait même pas s'il est encore présent au 16 rue de la Loi » ; et le député CD&V Eric Van Rompuy interroge sur son blog : « Quand Michel sortira-t-il des solutions comme autrefois Martens, Dehaene et Verhofstadt ? » Dans les entreprises : les trois patrons signataires d'une carte blanche dans *Le Soir* appelaient mercredi Michel à prendre l'initiative. Dans la presse : les commentaires vont dans le même sens.

Après les tunnels, les musées, les attentats, le lockdown, l'aéroport, les grèves, les prisons, la justice, le sentiment grandit que « plus rien ne fonctionne dans ce pays ».

Et si les responsabilités sont partagées, entre gouvernements actuel et anciens, entre niveaux de pouvoir, les regards se tournent vers le Premier ministre, symbole du pays. C'est de lui que beaucoup attendent l'impulsion. Or, l'impression qui domine est plutôt que Charles Michel est (trop) discret, voire absent. Mais il ne peut pas tout. Ne veut pas tout. Question de personnalité et de stratégie, mais aussi de limites de son pouvoir. Voici cinq raisons qui expliquent l'attitude du Premier.

**1 Le frein des partenaires.** C'est le premier élément avancé par beaucoup, dont le P<sup>r</sup> en communication Marc Lits (UCL) : « C'est toujours la difficulté de Charles Michel : faire l'équilibre entre la N-VA et les autres partenaires. Cela l'empêche d'avoir une position forte et cela commence à créer des difficultés, car on ne peut rester ainsi entre les deux. Mais s'il sort, il sera perçu comme en faveur d'un camp. Sur les prisons, s'il dit qu'il a trouvé des moyens, il risque de se faire attaquer par les partis flamands, la N-VA qui ne veut pas lâcher de lest. Il n'a donc pas de marge de manœuvre. » Le politologue Dave Sinardet (Anvers, VUB) abonde : « Idéalement, Michel devrait être plus présent. Mais il y a des problèmes structurels empêchant qu'il remplisse le rôle que d'aucuns voudraient : il ne peut agir sans l'accord de ses partenaires. Et la N-VA ne sera pas d'accord de donner un tel rôle au Premier ministre belge... »

**2 Les verrous du système fédéral.** Un autre élément structurel empêche le Premier de trop se déployer : le fédéralisme. « S'il s'agit de mener des politiques transversales, le problème est que beaucoup de compétences sont éparpillées entre niveaux de pouvoir, ajoute Dave Sinardet. Et les Régions ou le PS ne seront peut-être pas d'accord non plus que le Premier ministre joue un tel rôle. Mais Michel pourrait être un peu plus visible, communicant, ambitieux. Après les attentats, il l'avait bien fait. Mais ensuite, la cacophonie et les logiques partisanes ont repris et il a un peu disparu. »

**3 Le rôle du Premier a changé.** C'est ce que pensent certains libéraux : « Le rôle du Premier ministre a changé : il doit désormais mettre d'accord des gens et trouver des compromis, ce n'est plus lui qui tranche, dit un bleu. Aujourd'hui, le Premier est davantage un animateur d'équipe. Surtout dans la configuration actuelle. Son leadership se traduit donc autrement et Charles n'est pas un mauvais animateur d'équipe : jusqu'ici, il a trouvé des accords. »

**4 La stratégie de l'anti-interventionnisme.** Son porte-parole résume ainsi la méthode de Charles Michel : « Un travail dans la discrétion ». Une méthode qu'il a appliquée dans différents dossiers, comme le tax shift : « Les partis flamands se sont disputés pendant des mois, certains demandant si le Premier ministre ne devrait pas intervenir, rappelle Dave Sinardet. Mais finalement, il a réussi à trouver un compromis et même plus tôt que prévu. Mais ici, le label d'un "failed state" s'installe et on attend du Premier ministre qu'il se profile et réagisse. Sa stratégie ne suffit plus. La population attend quelqu'un qui peut surmonter le chaos et représenter l'intérêt général. Il ne le fait pas vraiment. »

Marc Lits est d'accord : « Après les attentats, Michel est bien monté au créneau. Ici, il n'y a pas de réponse globale du gouvernement, qui donne l'impression de gérer les affaires courantes, sans perspective. Il faut un plan de communication plus large, montrant qu'on a un projet pour la Belgique, car on a le sentiment qu'il bouche les trous au fur et à mesure. Ce n'est pas un leadership très assuré. »

Voilà pourquoi cette stratégie du non-

interventionnisme est aussi perçue négativement : pour certains, elle consiste surtout, quand une crise se présente, à faire le gros dos, à se réfugier au 16, et à tenter d'arracher ensuite un accord entre partenaires. « Et cela lui a plutôt bien réussi jusqu'ici, analyse un libéral. Charles a toujours été comme ça : il attend, se disant qu'il ne va pas abîmer son image en se mouillant tout de suite. » Un autre bleu enchaîne : « Il espère toujours que les dossiers vont se solutionner d'eux-mêmes. Et avec les prisons, cela a raté. Il a attendu trop longtemps, croyant que Koen Geens allait réussir à calmer la grève. Mais il s'en est rendu compte et va repartir à l'offensive. En montrant que le gouvernement travaille, avance et en pointant des dossiers plus positifs. »

**5 Etre jugé sur les résultats.** Pour son porte-parole, Michel a choisi une « logique de communication vérité : il ne dit pas toujours ce qu'on a envie d'entendre. Mais il veut être jugé sur ses résultats. Et les premiers effets commencent à se voir : le salaire des bas revenus a augmenté de 80 euros par mois depuis janvier ; il n'y a jamais eu autant de création d'entreprises ; le chômage est en baisse depuis un an ; la Commission européenne salue notre budget... » Au 16, on refuse donc la sinistrose et de considérer la Belgique comme un Etat défaillant. Michel appelle à « l'optimisme et à ne pas dramatiser ». Son entourage insiste donc sur le travail accompli et les projets en chantier. Ainsi, ce vendredi, le Conseil des ministres examinera la note de la chancellerie en vue d'une campagne de com positive pour notre pays, contre le Belgium bashing. Et des mesures positives pour l'image de notre pays seront à l'agenda du prochain comité de concertation, en vue d'une stratégie internationale commune.

Le Premier ministre ne se juge donc ni absent, ni inactif. Et pour l'heure, personne ne le remet en cause. Mais beaucoup attendent qu'il prenne bien davantage la main. « C'est au Premier ministre à rassembler les forces vives, faire un grand débat sur la gestion des départements régionaux... », résume Marc Lits. Un libéral approuve, « d'autant que c'est maintenant que ça va vraiment tanguer pour le MR ». Ce n'est pas notre sondage qui le contredira... ■

MARTINE DUBUISSON

## la carte blanche « Trois fois oui ! »

Le moins que l'on puisse écrire, c'est que la carte blanche des patrons Johnny Thijs (ex-La Poste), Bernard Delvaux (Sonaca) et Baudouin Meunier (Cliniques universitaires UCL Mont-Godinne) a fait réagir. Positivement, dans l'ensemble. Du côté des politiques, la coprésidente d'Ecolo, Zakia Khattabi, a accueilli la proposition avec un « oui, trois fois oui », Catherine Fonck (CDH) estime que « c'est de cela que la Belgique a besoin », Olivier Maingain (Défi) a accueilli l'initiative « avec sympathie » et Laurette Onkelinx (PS) s'est réjoui d'une « démocratie vivante ». Seul le PTB est plus frileux, Raoul Hedebouw soulignant : « C'est le même Johnny Thijs qui a détricoté le service public postal qui veut revitaliser l'Etat ? »

Du côté du monde socio-économique, l'engouement est similaire. La Fédération des entreprises de Belgique (FEB) a rappelé qu'elle avait mis plusieurs plans sur la table dans des domaines variés, comme la mobilité, qui ne demandent qu'à être concrétisés. Yves Prete, président de l'Union wallonne des entreprises, appuie, en son nom propre, les cinq projets transversaux sur lesquels, selon les trois patrons, des experts devraient se pencher (la sécurité et la lutte contre le terrorisme, la mobilité, l'énergie, le vieillissement de la population et la compétitivité des entreprises).

Les constats posés par les trois managers semblent largement

partagés. Avec quelques nuances, tout de même. Si le leader de la FGFB wallonne, Thierry Bodson, juge la carte blanche intéressante, il émet deux réserves. « Les auteurs estiment qu'une bonne partie des maux belges est due à la complexité institutionnelle. C'est vrai, mais il faut aussi dire que cette complexité est le résultat de

consensus politiques. C'était une sorte de passage obligé pour continuer à avoir un projet ensemble. » Il rejette également la mise sur le même pied d'une série de dossiers : les centrales nucléaires et le piétonnier, par exemple.

La complexité institutionnelle belge est reconnue par tous les acteurs comme un enjeu majeur pour la relance du Royaume. Dans le secteur de la santé, la sixième réforme de l'Etat est pénible à vivre sur le terrain. Pour Xavier Brenez, directeur général des Mutualités libres, il est temps de « s'indigner » : « Avec la sixième réforme de l'Etat, on fait basculer 4 milliards de compétences d'un système centralisé vers un système fragmenté. En conséquence, alors que la matière est divisée entre onze ministres différents, on dépense énormément d'énergie pour des choses qui ont peu de sens. Que ce soit dans la santé mentale, les hôpitaux ou la première ligne de soins, on a cassé des chaînes qui fonctionnaient pourtant bien. »

Selon lui, l'Etat doit geler certaines réformes et faire un pas en arrière. Chacun a sa recette en

matière institutionnelle : Thierry Bodson profite de la carte blanche pour remettre sur la table la suppression de la Communauté française.

### Un Charles Michel rassembleur ?

Delvaux, Thijs et Meunier estiment que l'initiative de la relance devrait revenir à Charles Michel. Le MR a répondu en rappelant le rôle du comité de concertation (lire par ailleurs). Au PS, on attaque : « Le président du MR avance que les gouvernements régionaux n'auraient pas manqué de réagir vivement si Charles Michel était sorti de son rôle, mais ce n'est pas du tout le cas. Les entités fédérées seraient ravies de dé-

battre de grands projets pour la Belgique. » Le parti rappelle que c'est le Premier qui préside le comité de concertation. Les socialistes insistent également sur ceci : chaque appel à davantage d'unité et de concertation émanant d'une entité autre que fédérale n'a suscité aucune réaction. Les demandes de Benoît Lutgen, d'Olivier Maingain ou d'Elio Di Rupo sont restées sans suite.

Au point que certains, comme le président de Défi, doutent de la capacité de Charles Michel à rassembler : « On a le sentiment qu'il est paralysé, qu'il ne peut pas prendre ce type d'initiative. La N-VA n'accepterait pas que le Premier soit fédérateur. » ■

A.-C.B., E.B., C.I.D.D

### DANS LA MAJORITÉ

#### Olivier Chastel : « Un comité de concertation efficace »

Le MR a réagi à la carte blanche des patrons, par l'entremise du président du parti, Olivier Chastel. Il a expliqué : « Certaines voix demandent aujourd'hui au Premier ministre de jouer un rôle plus large. Mais dans la Belgique fédérale, c'est le comité de concertation qui est le lieu de rencontre des différents gouvernements. L'opposition et les gouvernements régionaux n'auraient

d'ailleurs pas manqué de réagir vivement si le Premier était sorti de son rôle. » Pour lui, c'est au comité de concertation que se construira la Belgique de demain. Il invite tous ses membres à mettre ces réunions à profit pour avancer « avec enthousiasme » sur les dossiers majeurs. Dans l'entourage de Charles Michel, on a accueilli l'appel à la relance des patrons positivement. On le perçoit comme un « encouragement à faire plus, plus vite, plus fort ». On salue la démarche et le fait que les acteurs économiques et de plus en plus de partenaires soient prêts à s'investir, avec le gouvernement, pour positiver l'image de la Belgique.

A.-C.B. ET M.A.D.